

## **La CGEM présente ses propositions au sujet de la réforme constitutionnelle Economie**

Posté par: Visiteur

Publié le : 21-04-2011 01:17:55

**La Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) a présenté, mardi à Rabat, à la Commission consultative de révision de la Constitution (CCRC), ses propositions au sujet de la réforme constitutionnelle.**

A l'issue de la réunion avec la CCRC, le président de la CGEM, Horani, a souligné, dans une déclaration à la presse, que la Confédération a présenté ses propositions du point de vue entrepreneurial dans les domaines économique et social.

Le mémorandum de la CGEM comprend quatre axes principaux relatifs à la philosophie de l'Etat en matière de gestion des entreprises, aux droits constitutionnels fondamentaux au profit des entreprises, à la constitutionnalisation de l'économie du marché en tant qu'option stratégique du Maroc et à la relation entre l'Etat, les institutions et le secteur privé, a expliqué M. Horani.

La CGEM a également présenté 18 propositions concernant notamment la gouvernance économique, la représentativité des entreprises, la régionalisation, les valeurs universelles de l'économie du marché, a ajouté M. Horani.

Pour sa part, Salwa Karkri, fondatrice et présidente honoraire de l'Association des femmes chefs d'entreprises du Maroc (AFEM), a appelé à institutionnaliser le principe de l'équité et de l'égalité des chances entre hommes et femmes dans l'ensemble du texte de la Constitution, afin de garantir les droits des femmes à tous les niveaux politiques, économiques, sociaux, culturels et civils.

Dans une déclaration à la MAP, elle a affirmé que le mémorandum présenté par l'AFEM insiste sur la nécessité d'introduire le principe de l'égalité entre citoyens et citoyennes au sein de toutes les politiques et stratégies nationales et régionales, et d'intégrer l'approche genre, notamment dans la préparation des budgets d'investissements de l'Etat.

Mme Karkri a également plaidé pour garantir et promouvoir l'accès des femmes aux postes de prise de décision politique, économique, sociale et culturelle au sein des institutions publiques et privées.

Elle a aussi proposé la création d'un Conseil de l'équité entre citoyens et citoyennes veillant à l'égalité des chances entre hommes et femmes à tous les niveaux.

MAP